

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 30 SEP. 2024 PORTANT MISE EN DEMEURE
EN APPLICATION DES ARTICLES L. 521-17 ET L. 171-8 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ COURBIS SMART POLYMERS, SITUÉE 14 RUE
MARIE CURIE À ROMANS-SUR-ISÈRE (26) DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS
APPLICABLES À L'UTILISATION DE 2,2'-DICHLORO-4,4'-METHYLENEDIANILINE
(MOCA) POUR L'ACTIVITÉ DE FABRICATION DES PRODUITS EN POLYURÉTHANE
COULÉ À CHAUD, EXPLOITÉE À LA MÊME ADRESSE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), notamment le paragraphe 2 de l'article 56 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 qui octroie une autorisation au titre du règlement (CE) n°1907/2006 à COURBIS SMART POLYMERS et à d'autres sociétés pour l'utilisation de 2,2'-dichloro-4,4'-methylenedianiline (MOCA) ;

Vu le code de l'environnement, et son titre II du livre V relatif aux produits chimiques, biocides et substances à l'état nanoparticulaire, et notamment ses articles L. 521-17 et L. 171-8 concernant les contrôles ;

Vu l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation encadrant l'exploitation du site COURBIS SMART POLYMERS de Romans-sur-Isère à l'adresse suivante rue Marie Curie, notamment l'arrêté préfectoral cadre modifié n° 05-1904, délivré le 17 mai 2005, concernant notamment la rubrique 4723 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 2 de la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 susvisée qui dispose des conditions opératoires, du programme de surveillance et des exigences minimales des installations nécessaires à la maîtrise des risques engendrés par l'utilisation de la substance 2,2'-dichloro-4,4'-methylenedianiline (MOCA) pour la fabrication d'objets en polyuréthane coulé à chaud ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le rapport sur la sécurité chimique du 02 août 2021 qui décrit l'utilisation autorisée, les conditions opératoires et les mesures de gestion des risques ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 4 septembre 2024, faisant suite à une visite sur le site de la société COURBIS SMART POLYMERS effectuée le 2 juillet 2024 ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 4 septembre 2024 transmettant à la société COURBIS SMART POLYMERS, conformément à l'article L. 521-17 du code de l'environnement, son rapport, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique en date du 18 septembre 2024 ;

Considérant que COURBIS SMART POLYMERS est un utilisateur en aval de la substance dangereuse 2,2'-dichloro-4,4'-methylenedianiline particulièrement réglementée par l'obtention d'une autorisation au titre du règlement REACH ;

Considérant que COURBIS SMART POLYMERS utilise la substance cancérigène 2,2'-dichloro-4,4'-methylenedianiline visées à l'annexe IV b de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier dans la section 2 Pollution de l'air ;

Considérant que la décision d'autorisation C(2023) 7462 et le rapport sur la sécurité chimique précisent des conditions d'exploitation et les surveillances des émissions à réaliser dans la cadre de l'utilisation de la substance 2,2'-dichloro-4,4'-methylenedianiline (MOCA) y compris le suivi des émissions atmosphériques ;

Considérant que la décision d'autorisation C(2023) 7462 précise les modifications des installations de la société COURBIS SMART POLYMERS qui sont à réaliser ;

Considérant que la décision d'autorisation C(2023) 7462 a été notifiée à la société COURBIS SMART POLYMERS, conformément à son article 7 de la décision d'autorisation C(2023) 7462 du 15 novembre 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 2 juillet 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la teneur en MOCA dans les rejets atmosphériques n'est pas mesurée,
- les effluents gazeux sont rejetés à l'atmosphère sans un traitement préalable,
- les contrôles surfaciques aux postes de travail ne sont plus réalisés,
- les enregistrements des surveillances des émissions de MOCA ne sont pas consolidés pour suivre le bon fonctionnement de l'installation et des procédures d'exécution.

Considérant que le plan d'investissement transmis le 16 juillet 2024 en vue de la modification des installations concerne l'installation de boîtes à gant et d'aspirations au niveau des tables de coulée ;

Considérant que l'installation d'un système d'abattement n'a pas été pris en compte dans le plan d'investissement présenté ;

Considérant que dans le rapport sur la sécurité chimique, COURBIS SMART POLYMERS s'est engagé à mettre en place un traitement des rejets atmosphériques, dont l'efficacité est supérieure à 99 %;

Considérant que les modifications doivent être réalisées dans un délai techniquement raisonnable ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 56 du règlement (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux prescriptions de l'article 2 de la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 susvisée ;

Considérant que cette situation est dommageable pour l'environnement, la population et les travailleurs ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de des articles L. 521-17 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COURBIS SMART POLYMERS de respecter les prescriptions de l'article 2 de la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 susvisée, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société COURBIS SMART POLYMERS exploitant une installation de fabrication de pièces en polyuréthane sise rue Marie Curie sur la commune de Romans-sur-Isère est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 en formalisant et réalisant le programme de surveillance prescrit **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

La société COURBIS SMART POLYMERS exploitant une installation de fabrication de pièces en polyuréthane sise rue Marie Curie sur la commune de ROMANS-SUR-ISÈRE est mise en demeure de respecter les dispositions des paragraphes 9, 15 et 16 de l'article 2 de la décision d'exécution n° C(2023) 7462 de la Commission européenne du 15 novembre 2023 en :

- prenant en compte, dans son plan d'investissement, la mise en place d'un système d'abattement de la MOCA, dont l'efficacité est supérieure à 99 %, **avant le 1^{er} janvier 2025**,
- fournissant le bon de commande de la première boîte à gant, **avant le 1^{er} octobre 2024**,
- fournissant le bon de commande du raccordement au système d'aspiration de la première table de coulée, **avant le 1^{er} juin 2025**,
- fournissant le suivi du planning d'investissement, **au 1^{er} janvier 2025 puis au 1^{er} juin 2025**,
- fournissant le ou les certificats de fin de travaux, **avant le 1^{er} janvier 2026**.

Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 5

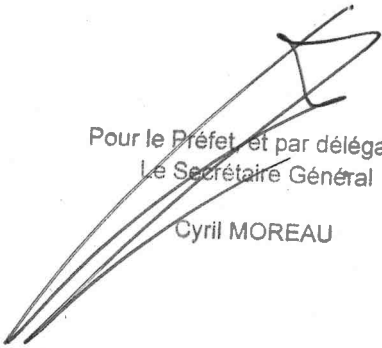
Le présent arrêté est notifié à la société COURBIS SMART POLYMERS. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de ROMANS-SUR-ISÈRE et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de la commune ROMANS-SUR-ISÈRE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **30 SEP. 2024**

Le préfet,



Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU